

LE POUVOIR



Ce numero de l'Animacteur Animatrice nous parle de pouvoir. Le pouvoir de la directrice et du directeur mais aussi des anims, des personnels dits "techniques", des parents et des enfants. Il s'agit ici du pouvoir que l'on a ou pas, du pouvoir qu'on voudrait partager pour faire ensemble de façon plus cohérente, plus juste, plus sereine. Il y est question de parole et de communication, de réunions, de place de chacunE et de décisions.

Voici donc des récits d'experiences, et des outils autour de ces questions: qui décide de quoi ? Pour qui ? Qui fait quoi ? Avec qui ? Comment faire ensemble ? Que ce soit au centre de loisirs, à l'école, en séjour, ou dans des conseils régionaux ou municipaux de jeunes, de quoi alimenter nos réflexions et nos pratiques.

Bonne(s) lecture(s).

| | |
|--|---|
| Des parents dans l'accueil de loisirs..... | 2 |
| Du bureau de dirlo au bureau de la lingère..... | 4 |
| Témoignage autour d'une direction collective..... | 7 |
| Prendre une décision..... | 9 |

| | |
|--|----|
| Et toi comment tu fais ?..... | 10 |
| Concertations jeunes..... | 14 |
| La langue de bois, paraît que ça se soigne..... | 17 |
| Un vécu au sein d'une école Freinet..... | 19 |
| Partir en mini camp autrement..... | 20 |

Des parents dans l'accueil de loisirs

Dialogue entre animateurices après la fermeture du centre :

André : « T'as vu, les parents de Tom préfèrent leur boulot à leurs enfants : ils les mettent à la garderie à l'ouverture et ne les récupèrent qu'à la fermeture. Sa mère refuse même que je lui raconte ce qu'on fait au centre, elle n'a jamais le temps »

Dominique : « Tu parles ! Ils ne mangent même pas ensemble le soir, dans cette famille »

André : « Remarque, c'est comme les parents de Ahmza, ils ne travaillent pas et pourtant il est au centre tous les mercredis, c'est quand même pas normal ! »

Dominique : « Les parents ne s'intéressent pas au centre de loisirs, tu verras qu'il n'y aura personne à l'AG »

André : « Bah oui comme d'habitude ! De toute façon, aujourd'hui les parents démissionnent, ils ne s'occupent pas de leurs enfants »

C'est fou tout ce qu'on peut dire et entendre dans une équipe d'animation sur les parents !

On parle à partir de nos émotions, on est jugeante, mais si on se penchait un peu plus sérieusement sur la question, peut-être que nos réactions seraient différentes.

Je suis parent de 2 enfants et animatrice. Je suis aussi administratrice dans une association qui ouvre un accueil de loisirs et périscolaire. On peut dans un premier temps, se poser la question de ce que représente l'accueil de loisirs pour les parents. L'accueil de loisirs est un mode de garde, car que faire des enfants quand il n'y a pas école et que les parents travaillent ? « *Mais ce n'est pas que ça !* » me diriez-vous, et vous aurez raison !

"Les parents étaient invités à rester au centre pour le café"

Je vous renverrais alors la question suivante « *Comment faites-vous pour communiquer avec les parents sur votre projet, sur la dimension éducative de l'ALSH ?* ». Il ne s'agit pas seulement de distribuer (ou de mettre en ligne sur un site internet) le projet éducatif ou le projet pédagogique.

Nous avons à expliquer, répondre aux questions et peut-être aussi accepter « d'ouvrir » l'Alsh aux parents. Comment peut-on à la fois vouloir que les parents s'intéressent à ce qui s'y passe alors même qu'on refuse qu'ils y soient présents plus de 5 min le matin et le soir ? Dans un centre où j'ai travaillé, les parents étaient invités à rester au centre pour le café, à accompagner les enfants pour les sorties, à pratiquer des activités avec leurs enfants pendant la journée. Dans un autre ALSH, nous faisons un journal avec les enfants, et chaque semaine, une page du journal était réservée à expliquer et illustrer un point du projet pédagogique : les parents lisaient le journal et venaient poser des questions, discuter avec nous.

Je pense que c'est à nous, équipes d'animation, d'inventer les moyens d'intéresser les parents à la vie du centre.

À quoi ça sert que les parents soient associés à la vie de l'Alsh ?

Pour moi, il y a 2 choses : la co-éducation et l'éducation populaire. Voici un extrait du projet éducatif du Coin des enfants, structure de loisirs associative de Ligné (44) : « *Dans un monde où les « experts » font et défont ce qui est bien ou mal en terme d'éducation, le Coin des enfants souhaite être un espace où chaque adulte est « expert » à sa manière.*

Qui mieux qu'un parent connaît son enfant, ses difficultés, ses capacités, ses besoins ?

D'autres adultes viennent participer à l'éducation des enfants : enseignant-e-s, animateurs-trices, éducateurs-trices, ... C'est bien cet ensemble de personnes, désireux d'accompagner les enfants à devenir grand-e-s et adultes, qui, s'ils travaillent ensemble et de manière cohérente, peuvent être autant de référent-e-s et d'aide pour les enfants dans ce processus d'éducation. »

Effectivement, nous sommes nombreux-euses à intervenir dans l'éducation d'un enfant et sans doute que si ces adultes travaillaient ensemble, les enfants grandiraient mieux. En tout cas, je ne crois pas que nous puissions participer à l'éducation d'un-e enfant sans prendre en compte ses parents.



Et l'Éducation Populaire alors ?

Pour moi, participer à une AG, entrer dans le Conseil d'Administration de l'ALSH, participer à des activités... sont des engagements qui permettent aux personnes de mieux comprendre leur environnement et de pouvoir agir dessus. Quand au CA de l'Alsh, on doit préparer le budget de l'année à venir, on est obligé-e-s de se pencher sur la réglementation, on doit se poser des questions sur le fonctionnement de l'équipe, sur les orientations et les objectifs pédagogiques. Quand on participe à une AG, on doit comprendre les enjeux pour participer aux décisions. Pour accompagner les enfants à la piscine, on doit savoir comment fonctionne l'équipe, quelles sont les règles, les sanctions... Encore une fois, je crois que l'équipe a une responsabilité dans la place qu'elle laisse ou pas aux parents.

La prochaine fois que...

... vous direz ou entendrez que les parents ne s'intéressent pas au centre, posez-vous aussi la question de ce que vous mettez en place pour que ce soit possible. Et puis, ne nous décourageons pas, cela prend du temps, demande de construire de la relation pour que les parents osent venir.

L'accueil de loisirs comme l'école sont des lieux d'éducation où certains parents peuvent avoir du mal à entrer même quand on les y invite. En effet, pour certains parents, l'enseignant-e, l'animatrice savent mieux qu'eux (ils sont formé-e-s pour ça, c'est leur métier) et du coup ils ont peur de ne pas être à la hauteur, de dire des stupidités.

De plus, la place que les parents peuvent prendre est souvent restreinte : à l'école, la seule place qu'on peut avoir c'est généralement de venir écouter la maitresse à la réunion de rentrée, ou d'installer les chaises à la fête de l'école. Rarement, à l'école ou à l'ALSH on demande aux parents de réfléchir, de débattre, de participer à l'élaboration des projets...

C'est donc, encore une fois, à nous, équipes d'animation, d'accompagner les groupes de parents, de leur montrer qu'ils ont toute leur place dans la vie de l'ALSH, de prendre le temps d'expliquer, d'inventer et de faire vivre des démarches actives, participatives. ■

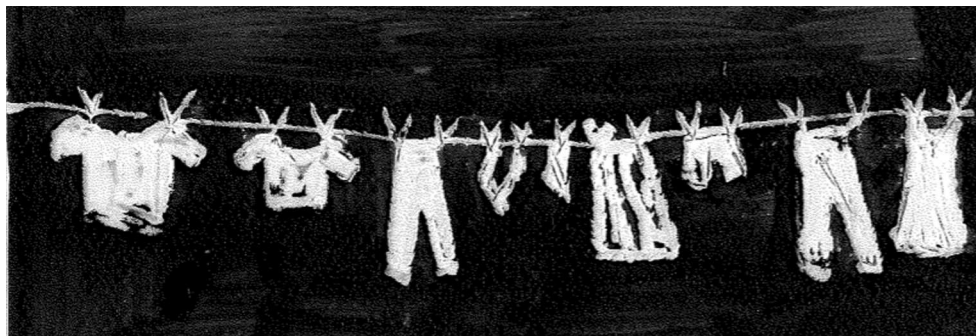
Céline

Du bureau de dirlo au bureau de la lingère

Maylis a occupé un poste de personnel technique sur des fonctions de ménage et lingerie lors d'un séjour de vacances. Elle raconte ici, interrogée par Elodie, ce qu'elle a vécu avec les enfants du centre, comment elle s'y est prise et parle de sa place dans l'équipe pédagogique.

Elodie : *En tant que personnel technique, qu'est ce que tu as retenu comme moments forts vécus avec les enfants ?*

Maylis : Il y avait des moments autour des repas que j'ai bien aimé. C'étaient des repas échelonnés où j'étais la personne dans la salle à manger qui restait du début à la fin des repas. Les enfants le savaient, ils m'avaient repérée. Au début je les guidais sur la place des « choses » (assiettes, couverts, sel, eau, éponge, plats...). Et au fur et à mesure, ils se débrouillaient seuls.



Il y avait aussi les moments autour des lessives, apprendre à se servir d'une machine à laver, étendre la lessive, plier les habits... En faisant ça avec les enfants, ils se rendaient compte de tout le travail qu'il y a derrière les habits propres. La plupart n'étaient pas trop réticent-e-s sur leur participation par rapport à ce que j'aurai pu penser au début. Par le biais de ce moment là, il y avait aussi le rapport à l'hygiène. En faisant les lessives avec eux, je voyais combien il y avait de tee-shirt, de culottes, de chaussettes sales et depuis combien de temps l'enfant était à la colo. Du coup je pouvais me rendre compte de leur hygiène, et passer l'info aux animateurs/rices. J'avais aussi des discussions avec les enfants pendant ces moments sur leur rapport à la douche, leur organisation du linge propre, linge sale, le changement des habits...

Pour les plus grand-e-s, le fait qu'ils fassent eux même leur lessive permettait de respecter leur intimité, entre autre par rapport à leurs sous-vêtements. Pour certain-e-s, c'était, je pense, important ; ils appréciaient de s'en occuper eux-même.

Elodie : *Est-ce que tu penses que le personnel technique fait partie intégrante de l'équipe éducative ? Est ce que par exemple tu participais aux réunions d'animation, ou est ce que vous aviez un moment pour communiquer là dessus en temps informel ?*

Maylis : Je participais aux débuts des réunions pour avoir les informations générales sur les enfants, sur les sanctions posées, ce qu'il s'était passé dans la journée.... Après en général, je quittais la réunion quand on parlait de l'organisation des activités de la journée du lendemain. En effet, cela me concernait moins parce que je ne participais pas, la plupart du temps, aux activités. Du fait de me coucher plus tôt, je me levais pratiquement tous les matins pour le petit déjeuner ou le lever des enfants pour permettre aux animateurs/trices de dormir plus. Et je pense que l'organisation était bonne dans le sens où j'avais pas mal d'informations mais je me limitais aussi sur d'autres infos qui me concernaient moins directement.

Après, en temps informel, il y avait « mon bureau », qui était la lingerie. Elle était centrale par rapport à la colo : elle était à coté de la cuisine, et de la salle à manger, et au milieu du terrain extérieur. Et c'était aussi notre coin « clopes ». Du coup il y avait plein de moments informels qui se faisaient ici, et donc énormément d'informations qui se passaient là. Au fur et à mesure de la colo on en est arrivé-e-s à mettre des affiches sur mon bureau sur les sanctions posé-e-s aux enfants, jusqu'à quand, qui... C'étaient des informations à suivre par tous les adultes pour être cohérent-e-s dans l'équipe et que les enfants soient bien repéré-e-s.

En parallèle, je participais tous les jours à une réunion d'enfant avec le même groupe. Nous étions deux adultes référent-e-s (un animateur et moi) à encadrer ce temps. Ça me permettait de vivre autre chose avec les enfants (des jeux, des discussions, des chansons...).

Du coup, oui je pense que les personnels techniques ont une réelle place éducative au sein de l'équipe autant que les animateurs/rices ou les personnes en direction.

Élodie : Je reviens sur le sujet de l'hygiène. Est-ce que c'était une contrainte pour les enfants de participer aux actes de la vie quotidienne ? Est ce que ça a soulevé des problématiques ?

Maylis : C'était pas toujours évident la question de l'hygiène face aux enfants. Il y avait des enfants qui avaient du mal à passer sous la douche, à mettre des habits propres...

Pour l'anecdote, il y avait un enfant de 7 ou 8 ans qui se faisait régulièrement pipi dessus. Lorsqu'on lui disait, il se mettait en colère et niait. C'était toujours assez compliqué qu'il prenne une douche et qu'il se change. J'ai mis en place avec lui un « code ». On a mis des papiers partout dans le centre avec le chiffre 12 écrit dessus, et lorsqu'il voyait les papiers, il devait se demander s'il avait envie d'aller aux toilettes. Ce système n'a pas marché, mais par contre, lorsqu'il se faisait pipi dessus, je lui disais seulement 12, et il comprenait sans que les autres s'en aperçoivent et se moquent de lui.

Cet outil a permis qu'on fasse un petit détour, par le biais du « jeu », et qu'il accepte plus facilement de prendre une douche et de se changer. Et par la suite, il venait me voir pour m'amener ses habits sales. C'était plus un problème.

Mais je me souviens aussi d'une enfant où j'ai capté dès la première lessive que les douches et les changements d'habits n'étaient pas évident pour elle. Et jusqu'à la fin de la colo c'est resté compliqué, que ça soit avec moi, son animatrice de référence ou un-e autre adulte.

Élodie : Tu pouvais être avec des enfants qui ne voulaient pas être en activité ?

Maylis : On était sur des activités non obligatoires, celles et ceux qui n'avaient pas forcément envie de participer à ce qui était proposé et qui ne voulaient pas rester seul-e-s, mais qui avaient envie d'être avec un-e adulte savaient où nous trouver.

Je pense que les enfants en quelques jours avaient bien capté que ce soit la personne en cuisine ou moi (dans les couloirs, la salle à manger, les salles d'activité, la salle de bain...) où on était et vers quelle heure. Je pense que c'est un moment qui pouvait être important pour certain-e-s enfants, on pouvait avoir des discussions sérieuses comme bien rigoler... On se posait, on était en dehors du groupe.

La plupart des enfants de cette colo habitaient à l'année dans des foyers et du coup en collectif. Et par ce fonctionnement qu'on avait, c'était quelque chose qui était possible, même si il y avait des moments où on était moins disponibles. Les enfants pouvaient aussi donner un coup de main en cuisine. Dans ce cadre là, ils étaient seul avec la personne en cuisine, ou alors en tout petit groupe, parce que la cuisine ne pouvait pas accueillir trop de personne en même temps.

Ça pouvait aussi permettre de faire une pause par rapport au collectif. Ça arrivait assez souvent, surtout vers la fin quand ils avaient bien capté le fonctionnement.

« Les personnels techniques ont une réelle place éducative au sein de l'équipe »

Élodie : Il y avait toujours un-e enfant qui participait à la mise de table, débarrassage ? Sur la base du volontariat ?

Maylis : Non, parce que la table n'était pas mise. Les enfants en venant manger, prenaient une assiette, leurs couverts, et se servaient eux-même. Il y avait un buffet. Chacun-e débarrassait sa place, et lavait son coin de table.

À la fin du temps de repas, je relavais les tables et je nettoyais le sol. Et en général, il y avait peu d'enfants qui me donnaient un coup de main dans ce moment-là. Il y a une fois, tout de même, où j'ai vu un enfant jeter ses miettes par terre. Je lui ai donc demandé de revenir après le repas pour me donner un coup de main pour le sol afin qu'il voit le travail que c'était. À la suite de ça, il faisait bien plus attention à nettoyer sa place et à ce que les autres enfants le fasse pour me faciliter la tâche.

Au fur et à mesure, certain-e-s enfants se sont rendu compte du travail que c'était de faire à manger, d'avoir des locaux propres, de faire les lessives.... Il y avait des coups de main des enfants et de plus en plus de respect de notre boulot tout au long de la colo. ■



Témoignage autour d'une direction collective

Lors d'un séjour en Corse avec des ados, l'équipe d'animation expérimente une forme de direction particulière ...

Animacteurice : *Est ce que tu peux te présenter ?*

Lola : Je m'appelle Lola et j'ai 21 ans, j'avais 21 ans cet été au moment de la colo et c'était le moment de mon stage pratique BAFD et je venais de passer mon base BAFD juste avant en juin. On est partis en Corse sur un séjour avec des 14-17ans.

A : *Tu es partie cet été sur une direction collective, comment le projet est né ?*

L : On était trois personnes à avoir déjà travaillé ensemble et à bien aimer travailler ensemble, on a eu comme ça envie de partir en séjour et puis d'accueillir une quatrième personne dans l'équipe donc ça s'est fait un peu comme ça dans le cours de l'année dernière.

A : *Comment cette idée de direction collective qui n'est pas si courante est née ?*

L : Pour moi c'était un peu évident parce que dans l'expérience qu'on avait ensemble d'être formatrice sur des stages BAFA les fonctions étaient réparties donc ça n'était pas imaginable autrement pour moi !

A : *On parle de direction collective mais collective sur quoi ? Qu'est-ce que ça veut dire concrètement ?*

L : Ça veut dire le partage des fonctions de direction (économat, lien à l'organisateur ...). La répartition s'est faite en fonction des compétences de chacun.e, en fonction de ce qu'on avait envie ou pas envie de faire mais aussi en fonction de ce sur quoi on avait envie de se former. Par exemple, moi j'avais envie d'avoir la fonction « compta » mais je ne savais pas trop me débrouiller donc j'ai été accompagnée par d'autres personnes. En fait être en référence ça voulait dire s'assurer que la tâche sont faite mais on pouvait être accompagnéEs dessus.

A : *Comment ça s'est passé avec l'organisateur ? Comment lui avez vous présenté votre séjour ?*

L : On a pas exactement dit qu'on était en direction collective mais l'organisateur avait connaissance que j'étais en stage pratique et que d'autres personnes de l'équipe avait déjà eu des expériences de direction. Donc on ne l'a pas vraiment présenté comme ça. Sur le papier c'était moi la directrice. Quand j'ai fait mon retour de bilan avec l'organisateur après le séjour, au final ça n'était pas un problème pour lui car je m'étais accompagnée de personnes qui pouvait m'aider à écrire le projet pédagogique.

C'est assez courant dans le milieu des ACM de se dire que les compétences en activités doivent être réparties dans l'équipe (une personne forte en activités manuelles, une personne forte en théâtre, une autre en jeux extérieurs ...) par contre ça paraît beaucoup plus compliqué de se dire ça sur les fonction de direction alors que c'est la même chose et ça, ça a été compris par l'organisateur !

A : *Est ce que tu peux expliquer comment se prenaient les décisions pendant le séjour ?*

L : Alors il faut dire que la préparation est très importante, grosses réunions d'équipe en amont qui ont cadré pas mal les décisions qu'on pouvait prendre et ensuite on faisait des réunions tous les soirs du séjour donc c'est là que se prenait ensemble la majorité des décisions. Alors il ne nous restait plus que les décisions à prendre en urgence et même là c'était pas moi qui décidait seule, on essayait quand même de se capter à tou-te-s ou au moins à deux, c'est pas forcément moi qui avait le dernier mot. En gros, tout le monde avait son mot à dire et on essayait d'écouter particulièrement la/les personnes qui avaient des compétences sur le sujet. Enfin, j'ai vraiment l'impression que ça s'est passé comme ça après ... j'suis pas dans la tête des autres personnes de l'équipe !

A : Pour illustrer un peu ce qu'on s'est dit, est-ce que tu peux raconter un moment de « flippe » du séjour où cette idée de direction collective à pris son sens ? Parce qu'on entend souvent dire que les directions collectives c'est bien tant que tout se passe bien mais dès qu'il y a un problème c'est la personne en direction sur le papier qui prend .

L : À un moment l'inspecteur JS est passé sur la colo et j'étais à la plage avec un groupe de mômes, il a dit qu'il repasserait quand je serai là. Et bon bah, ça fait toujours un peu peur de se faire inspecter même si tout se passait bien, c'est jamais agréable ! En plus là pour le coup c'était MOI qui était inspectée. Et là chaque membre de l'équipe était là et chaque membre de l'équipe a tout fait pour que l'inspection se passe bien.

A : Dans les fonction de direction il y a la fonction de formation, d'accompagnement et notamment d'accompagnement des stagiaires pratiques. Comment ça se passe pour dire qu'on fait du collectif alors que des personnes arrivent avec des niveaux d'expérience très différent ?

L : Il y avait une personne qui était en stage pratique et c'est moi qui a été en référence de son accompagnement. Elle a pu prendre une réelle place dans l'équipe parce que chaque soir on avait institué des tours de ressentis dans les réunions. Et puis aussi parce que je faisais des temps spécifiques uniquement avec elle régulièrement où elle pouvait dire si elle trouvait sa place dans l'équipe. C'était des moment où elle a pu dire une ou deux fois « là j'ai senti que je n'avais pas ma place » et cette parole était ensuite retraitée dans les espaces de réunion d'équipe.

C'était un cadre protégé et c'était elle qui décidait quelle parole sortait de ce temps pour être retraitée dans l'équipe.

« J'aurai du mal à faire un séjour autrement car je n'y vois pas de sens et en plus c'est hyper rassurant »

A : Est-ce que tu peux dire comment la direction collective a entraîné pour toi des moments bien dans le séjour, un plus par rapport aux autres séjours ?

L : Déjà, ça fait que j'étais pas d'abord directrice, j'étais d'abord animatrice, je n'aurais pas pu vivre un séjour enfermée à faire de la compta et des trucs comme ça et là ma journée je la passais exclusivement avec l'équipe et les jeunes. Et puis par exemple c'était une autre animatrice qui était assistante sanitaire et dans les discussions téléphoniques avec l'organisateur pendant le séjour. Quand l'organisateur pouvait être inquiet pour certains enfants parce que les parents appelaient souvent, c'était pas moi qui était là dessus en relation avec lui. C'était l'assistante sanitaire qui était le plus aux courant de ce qu'avaient ces jeunes qui étaient en contact. Mais en fait ça me paraît juste logique et ça serait crétin de faire le contraire. C'est elle qui était la plus à même de répondre et pas moi juste parce que je suis directrice !

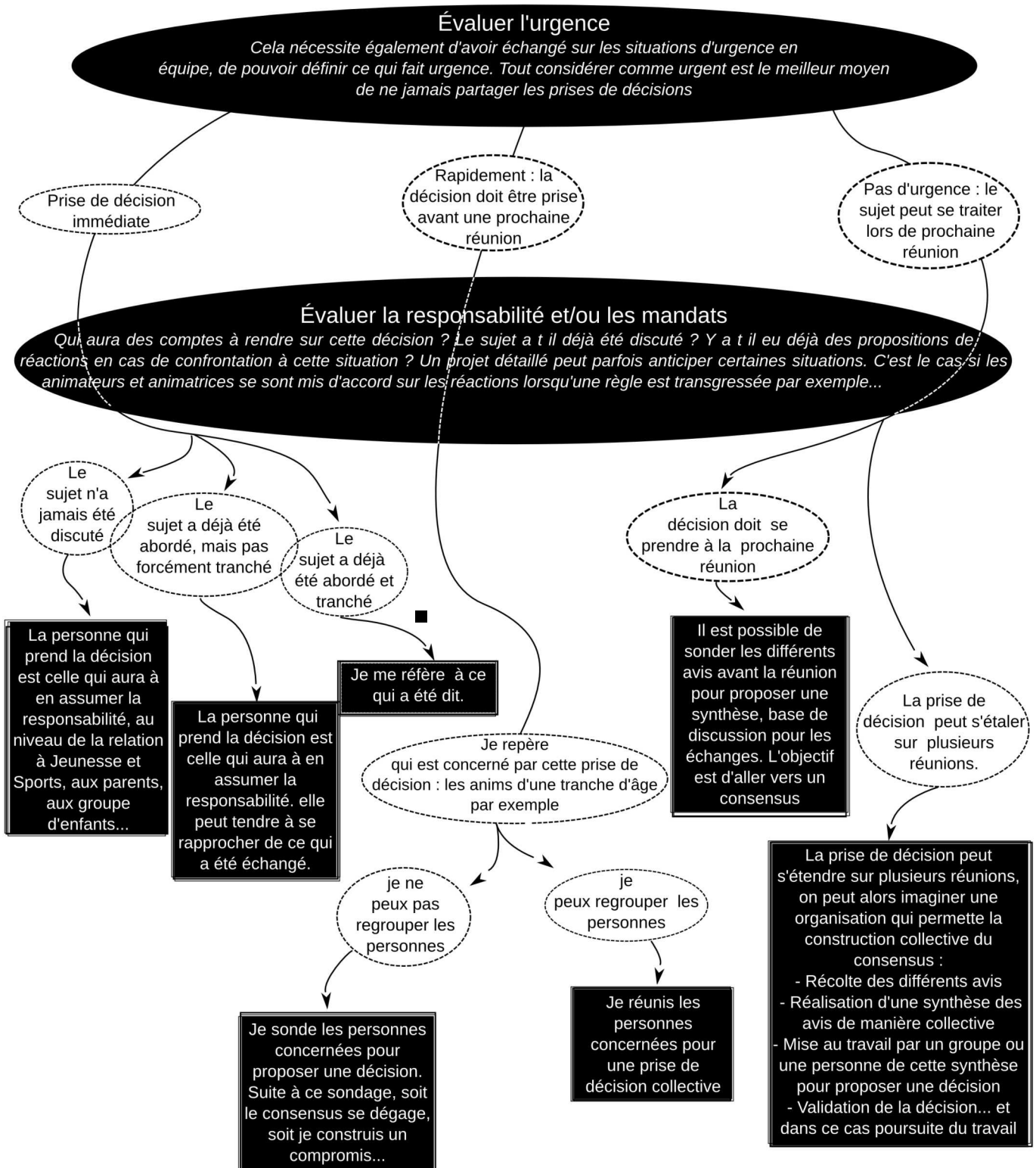
A : Et si c'était à refaire ? Des choses que tu aurais envie de dire à des personnes qui voudraient se lancer dans ce type d'expérience ?

L : Déjà moi j'aurais du mal à faire un séjour autrement car je n'y vois pas de sens et en plus c'est hyper rassurant. Si je pouvais donner un conseil c'est de s'y prendre à l'avance parce que c'est pas que c'est plus compliqué mais ça demande plus d'organisation, de réunion de prépa parce que bon quand t'es tout-e seul-e directeur-ice tu peux te dire dire que tu fais des réunion tout-e seul dans ta tête et qu' après t'en parle à ton équipe mais là c'est pas le cas ! Donc il faut s'y prendre plus tôt, moi j'aurais eu envie d'avoir plus de réunion en amont même si ça s'est très très bien passé et puis un autre conseil serait de donner la place à chaque personne, parce que c'est bien en fonction de ce qu'on a envie de faire, ce qu'on se sent pas, ce sur quoi on a envie de se former ... que ça fait que c'est chouette pour tout le monde, on construit le séjour, on continue de se former et c'est ça qui fait qu'on est pas surchargé-e de travail et qu'on passe des hypers chouettes moments avec les mômes ! ■



Prendre une décision

Il n'est jamais simple de prendre une décision. Selon les conditions, les modalités de prises de décisions peuvent être différentes. Partagées ou prises seules, elles correspondent à des choix politiques et/ou pédagogiques en lien avec une situation (précise). Ce qui suit est une proposition de schéma de prise de décision pour aider à se repérer.



Et toi comment tu fais ?

J'ai demandé à plusieurs personnes toutes animatrices ou directrices d'accueil d'enfants ou de jeunes avec ou sans hébergement comment elle s'y prenaient pour partager le pouvoir. Ma question de départ était : Partager le pouvoir avec les enfants... avec l'équipe ? Et toi comment tu fais ?

Il ressort de leurs témoignages que la question du pouvoir est liée à celle de la parole et de l'écoute. Ce sont aussi des histoires de personnes, de confiance, de connaissance et d'habitudes sur le fait de pouvoir s'exprimer. C'est aussi une réaction à la parole. Ce qu'elles racontent ce sont bien des histoires de décisions. Parler, dire ce dont j'ai envie ou pas, connaître les règles, les personnes, pour pouvoir décider. Décider de ce que je veux faire, de quand je veux le faire, décider de la façon dont on va utiliser l'argent, de ce qu'on va faire ensemble et comment. Il ressort aussi de ces récits une certaine façon d'accepter que les choses ne soient pas toujours comme on les avaient prévues.

Comment tout ça s'est mis en place pour elles, en voici quelques extraits...

« J'aime bien la mise en place de conseil des enfants que j'ai pu observer dans une classe de pédagogie institutionnelle. J'ai encore jamais mis ça en place de cette manière dans un centre mais c'est le prochain truc que je voudrais tenter. Les seules règles imposées étaient : on ne juge pas et on ne peut pas décider d'une règle qui va à l'encontre de la Loi et du règlement du centre. Donc cette classe il y a unE présidentE du conseil et unE secrétaire tournantE à chaque conseil. Le-la présidentE du conseil assure le déroulement du conseil et donne la parole à ceux-elles qui la demandent. Ces dernierEs doivent savoir lire et écrire, donc seulEs les plus grandEs peuvent le faire. Dans un premier temps, les animateurICEs peuvent tenir ce rôle et passer la main quand les enfants ont compris le fonctionnement et se sentent à même de le faire. Le conseil se déroule de cette manière : les enfants s'assoient en cercle de manière à ce que tout le monde se voit. Premièrement, le-la secrétaire relit le compte rendu du conseil précédent et on regarde si les décisions ont bien été appliquées et s'il y a eu des améliora-

tions. Ensuite, les enfants annoncent s'ilLEs ont des félicitations, des critiques et/ou des propositions à faire. Le-la présidentE note leur prénom et cela sera traité chacunE son tour. On peut aussi faire séparer les conseils pour que ça soit plus léger. Un conseil peut être pour les félicitations et critiques et un autre pour les propositions un autre jour. Les félicitations et les critiques permettent aux enfants de s'exprimer sur les choses ou sur une action d'une ou des personne(s) qui leur ont plu ou déplu. Les propositions permettent aux enfants de proposer de nouvelles organisations ou de nouvelles règles du centre. ChacunE peut s'exprimer sur le sujet. Enfin, les enfants votent si oui ou non la proposition sera mise en place ou pas.

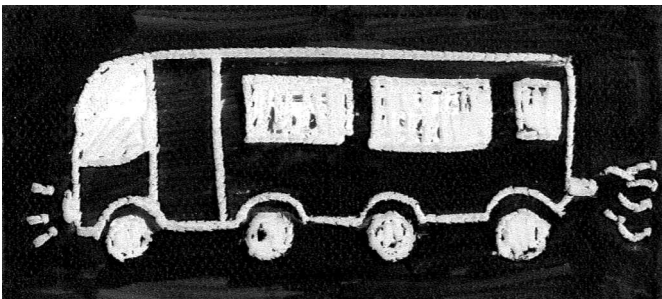
Je trouve que cet outil est génial pour que les enfants soient au cœur de l'organisation de leur centre, comprennent le pourquoi de leur règles de vie et aient plus facilement la volonté de les appliquer puisque c'est eux qui les ont proposées. Une phrase m'anime : *"la loi n'a de raison que la raison de la loi"*.

« Pour moi l'outil c'est la réunion de jeunes.

Sur une colo ski, l'objectif des réunions était d'organiser leur journée du lendemain (heures de départ ski ou les autres projets d'activités) et les anims devaient se caler avec eux en fonction de leurs choix. La réunion leur servait aussi à organiser toutes leurs veillées de la semaine, et en général en début de semaine c'était calé avec eux et cela permettait à l'équipe de s'organiser et d'anticiper des choses si besoin. »

« Je pars de mon expérience d'animatrice, dans un contexte de séjour de vacances sur minimum une semaine. Ça veut dire, selon moi, dans un premier temps mettre en place des temps de parole, et notamment via des petits groupes (pour faciliter l'expression de chaque personne). Et ce pour que les enfants aient en tête le fonctionnement du séjour, réfléchi préalablement par l'équipe, que tout le monde capte qu'il y a possibilité d'agir sur le séjour et son déroulement (en partant du principe que ça a été réfléchi et décidé par l'équipe en amont). Les adultes/animés posent donc le cadre, et mettent des outils en place pour que le pouvoir soit partagé avec les enfants, afin qu'ils prennent part à l'élaboration de leurs vacances. Ça veut dire faire en sorte que les enfants soient en capacité d'agir sur... D'où l'importance d'instaurer une relation de confiance au sein du groupe, une sorte de bienveillance collective, pour que chaque personne soit en mesure de s'exprimer le plus librement possible et de manière sereine. (Pour moi ça c'est un peu la base je crois).

De plus, afin que le pouvoir soit partagé avec les enfants, je crois que ça vaut le coup d'avoir une réflexion en équipe sur notre statut d'adulte/anim, ce que ça sous-entend, la place qu'on peut prendre et le pouvoir qu'on a déjà d'entrée de jeu. Il faut pouvoir être en capacité de "lâcher" à des moments. Partager le pouvoir avec les enfants ça veut peut-être tout simplement dire qu'on accepte le fait que si elles veulent manger à 14h aujourd'hui c'est possible et que c'est pas grave, et non pas à 12h30 comme nous les animés on l'avait prévu. C'est à dire accepter que certains de nos repères à nous soient bousculés pour permettre aux mêmes de s'approprier leur séjour. Il faut tenter de déconstruire le rôle qu'on est sensé-e-s tenir, la fonction que les enfants attendent de nous implicitement (via notre statut d'adulte/anim).



Évidemment que nous aussi avons à apprendre d'eux et que l'éducation ne se fait pas de manière descendante, c'est de l'éduc pop quoi (enfin je crois) !

Aussi pour partager le pouvoir avec les mêmes y a tout un système institutionnel à réfléchir: réunions d'enfants, commissions, etc... »

Un exemple d'outil ou une situation où les enfants ont eu le pouvoir ?

« Les enfants ne voulaient pas faire la réunion (qui permettaient à chacunE de s'exprimer sur comment ça va ou pas et aussi de se dire on veut faire quoi comme acti demain, etc). Du coup illes mettent la musique à fond, et ça part en boum improvisée... »

« Laisser les mêmes agir sur leur vie quotidienne : quand tu veux prendre ta douche, te lever, te coucher, manger... »

« On est dans le bus, mois d'Août à Angers, dans ce bus qui part vers un labyrinthe de maïs à 40km du quartier. Le centre social a décidé de réunir les enfants de l'ALSH et ceux et celles de l'animation de proximité (animation dans la rue). Nous voilà roulant sous l'orage en train de faire des kilomètres pour une sortie que ni les animés ni les mêmes n'ont choisie...

La sortie est un fiasco, il pleut et le ciel est plein d'éclairs. On a les pieds dans la boue, on est trempéEs et en plus on avait pas envie d'être là. Bref pendant le trajet du retour je suis assise à côté de Dylan et on discute. Au cours de la discussion il me dit que son rêve à lui c'est d'aller voir la Loire. Le lendemain quand on se retrouve avec les mêmes à côté du café Le Grand Pigeon on se pose par terre et comme à chaque fois on se demande qu'est-ce qu'on pourrait bien faire, Dylan reedit que son rêve à lui c'est de voir la Loire qui coule à 8 km de là où on est assisEs, les autres réagissent tout de suite et expliquent tous et toutes en même temps que eux/elles non plus ne l'ont jamais vue.

On parle peut-être 3min et 4 jeunes partent en courant pour aller négocier avec le directeur du centre social. Nous voilà donc dans son bureau une vingtaine de jeunes et moi (stagiaire pratique) à expliquer que quand même si l'argent du labyrinthe et celui pour le musée allait à une sortie au bord de la Loire ça serait mieux !



Le directeur veut me parler sans les mêmes, les mêmes refusent de sortir, le ton monte un peu mais 15 minutes plus tard on sort avec un budget et la semaine suivante on est dans le train en direction d'un village entre Angers et Saumur où des copalNEs nous prêtent un terrain. En 30 minutes les mêmes avaient réussi à prendre le pouvoir au centre social et à changer tout le fonctionnement que le centre imaginait pour l'animation de proximité, en 30 minutes ce dispositif a pris du sens et nous n'étions plus là uniquement pour surveiller mais pour animer ... »

« Je me souviens surtout de ce qui n'avait pas marché pour un séjour itinérant en Croatie avec un groupe de jeunes entre 14 et 18 ans. Notre principal objectif était, avec l'équipe, que les jeunes soient décisionnaires de leur séjour. Un programme était donné par l'association avec qui on partait. On partait de Venise et on faisait la côte croate en mini-bus. Être en mini-bus et tentes permettait d'être super libres dans l'itinéraire et dans les durées de nos arrêts.

Ça paraissait super réalisable et une super occasion pour les jeunes d'être maîtres du séjour. Cela dit, on était complètement à côté des attentes de la majorité des jeunes. L'association avait vendu ce séjour à la mairie de Meaux et la majorité des jeunes avaient pris ce séjour parce que la mairie voulait remplir ce séjour et parce que l'autre séjour en Espagne, dans une structure en dur était déjà complet.

Conclusion, les jeunes étaient dans une volonté de consommation d'activités. ILLES étaient bien contentEs dans l'idée d'avoir de la liberté mais dans la réalité ilLES n'étaient pas dans une dynamique de propositions et étaient perduEs par cette liberté trop grande. ILLES auraient finalement souhaité que l'équipe d'animation définissent un programme d'activités comme ilLES ont l'habitude d'avoir.

Enfin, ça sort complètement du sujet mais montre la complexité entre nos grandes idées, à nous les animateurICEs, et la réalité du terrain et du public pour qui on peut être complètement décalé par rapport à euxELLES. »

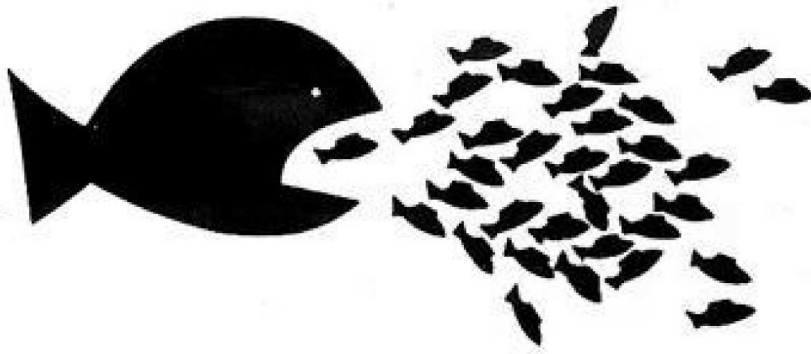
Et avec l'équipe ?

« Quand, j'étais animatrice, j'ai participé à certaines élaborations de projets pédagogiques mais sans m'en rendre compte vraiment parce que j'ai pas participé à l'écriture en temps que telle.

Cependant, nous, l'équipe d'animation, étions totalement dans cette esprit de direction collégiale. Nous étions 3 et nous connaissions bien. Il y avait un directeur sur le papier mais nous étions dans la prise de décision ensemble sur le fonctionnement du séjour. Nous avons pris deux jours avant le séjour pour penser au projet du séjour et sur place, nous nous retrouvions tous les soirs. L'important pour partager le pouvoir dans l'équipe, c'est évidemment la discussion entre nous mais aussi la prise de conscience que le directeur ou la directrice est au même niveau que les animateurICEs. Cela doit venir évidemment du directeur ou de la directrice qui doit être dans une posture d'égal-e à égal-e mais surtout de la part des animateurICEs qui doivent se considérer euxELLES-mêmes comme des preneurSES de décisions.

J'ai pu remarquer cela lors de mon stage pratique BAFD cet été avec l'équipe que je ne connaissais pas en amont. J'ai été très impressionnée par l'attente qu'ilLES avaient de moi. ILLES attendaient que je décide pour euxELLES et en bilan, ilLES m'ont dit que je n'étais pas assez directive.

Pas assez directive parce que je leur demande leurs avis ? Ça me pose question... »



« C'est plutôt dans la préparation du séjour (quand je suis en direction et avec une équipe que j'ai choisi mais que je ne connais pas forcément, j'aime bien partir des choses que les gens aimeraient mettre en place sur de la vie quotidienne et de l'activité. Partir de tous leurs outils qu'ils veulent mettre en place, tester... et ensuite se dire c'est quoi dans le fond que l'on aurait envie comme fonctionnement qui conviendrait au mieux aux enfants et à l'équipe ? Et après on essaye de faire des objectifs communs. »

« Partager le pouvoir en équipe ça veut dire répartir les responsabilités. Tendre vers un fonctionnement d'équipe "horizontale". Si les personnes de l'équipe ont chacune différentes références, la personne en direction délègue et peut avoir plus de temps avec les enfants. Elle n'est plus perçue comme "la personne en direction qui ne sort pas du bureau et qu'on voit que quand il y a des bêtises de faites"... Mais elle fait partie de l'équipe d'animation à part entière, et peut créer une relation plus chouette avec les enfants si elle a le temps de faire de l'activité et de partager la vie quotidienne avec eux.

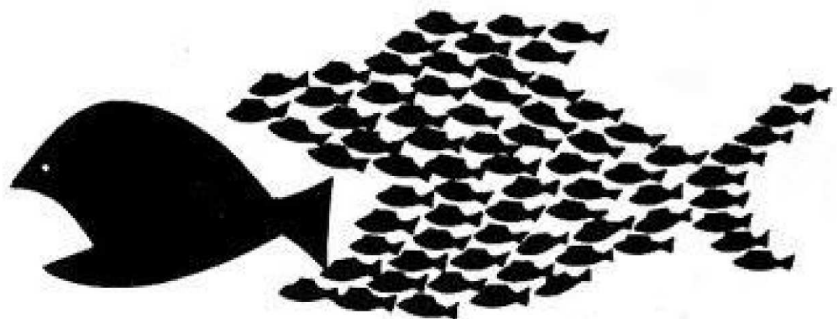
« Je me souviens surtout de ce qui n'avait pas marché ... »

Comment on fait?

« Ça nécessite une réflexion, lors de la préparation, autour du statut de directrice et du pouvoir en général, et même, pourquoi pas, sur les rapports de domination en général... Redéfinir ce que veut dire selon nous la collégialité. Se mettre d'accord sur un mode de fonctionnement. Ça me paraît pertinent également que chaque personne puisse exprimer ses envies, ses « pas envies » et ses craintes de manière générale concernant le séjour. Ça vaut aussi peut-être le coup de s'avouer que la collégialité, même si on trouve ça chouette, la personne qui est notée en direction sur le papier a toujours un peu plus de risques que les autres sur un truc de responsabilité.

Ça sert à rien de faire comme si c'était complètement horizontal, s'avouer qu'on est ancré dans un système hiérarchiquement pré-établi. Notamment concernant le lien avec les personnes extérieures, l'organisateur...

Tout ça, ça sous-entend aussi bien sûr que la personne en direction elle est cap' et elle est ok de déléguer et de ne pas avoir le plein pouvoir ! »■



Concertations Jeunesses

Enjeux et questions pour un Mouvement d'Éducation

Depuis 2007 les CEMEA sont investis dans des expériences de concertations jeunesses, avec le Conseil Régional des Jeunes (dans le cadre du CRAJEP – depuis 2007), sur St Nazaire en 2010 ou St Aignan en 2014 (avec les Francas).

Aujourd'hui échangeons autour de telles démarches avec la Ville de Nantes et nous accompagnons la Ville d'Allonnes sur les Conseils Citoyens dans le cadre de la politique de la Ville. Alors pourquoi se lancer dans de telles expériences en tant que Mouvement d'Éducation ?

Bien évidemment se pose la question de la sincérité de la collectivité et de son organisation institutionnelle. Mais ces expériences de concertation sont avant tout, dans un premier temps, des expériences politiques et d'éducation populaire pour les jeunes et moins jeunes. C'est effectivement une occasion de réfléchir à des sujets politiques, des sujets qui concernent nos vies quotidiennes sur nos territoires. C'est donc un espace où l'on réfléchit, on recherche, on se confronte au sein du groupe, on s'écoute, on argumente, on recherche ce qui fait consensus ou dissensus, on le défend à l'extérieur, on s'interroge sur les suites, sur comment on pourrait contrôler la prise en compte des différentes propositions... En ce sens c'est une démarche d'éducation populaire, d'éducation à la politique.

Mais ce qui est aussi intéressant pour les CEMEA en tant que Mouvement d'Éducation : c'est le transfert de nos principes, de nos pratiques de la sphère éducative ou sociale à la sphère politique. Comment nos principes et pratiques de pédagogie institutionnelle, d'éducation nouvelle, d'éducation populaire peuvent se transférer sur le champ politique et plus particulièrement au sein des espaces de concertation et de contribution à des politiques publiques.



L'éducation nouvelle, les pédagogies institutionnelles, l'enfant acteur-ice de ses espaces éducatifs : des références éducatives pour les CEMEA

Nos pratiques éducatives et pédagogiques s'appuient sur plusieurs principes. Sans logique hiérarchique, on peut en repérer quelques-uns :

- **La Parole.** Le premier est peut être celui de la parole et de la place de la parole dans nos espaces éducatifs. « *Faire de la parole, c'est mettre en mots et mettre des mots à la place des coups.* ». La parole permet de construire une réflexion, de construire des propositions, de pouvoir les échanger au sein de différentes institutions.

- **Une recherche du sujet acteur-ice de sa vie.** Effectivement il existe une inégalité, une forme de dissymétrie. Mais l'objectif de l'éducation est de la construire adaptée au contexte, de la réduire au maximum en construisant un processus qui permet au sujet de se construire, de prendre progressivement sa place. « *Que nous le voulions ou non, que nous en nourrissons ou non quelque inutile culpabilité, nous choisissons toujours une multitude de choses pour celui et à la place de celui dont nous sommes chargés (...) Mais l'éducation est une relation dissymétrique nécessaire et provisoire visant à l'émergence d'un sujet.* ».

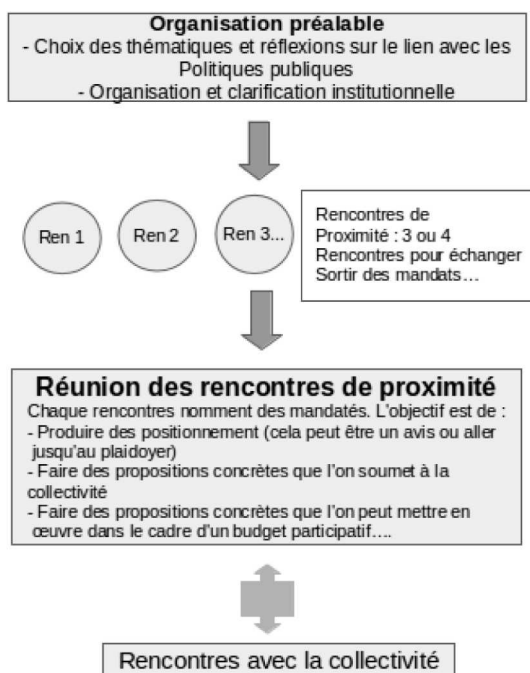
- **Des institutions en recherche de démocratie.** Sans entrer dans le débat de fond sur ce que l'on entend par la démocratie (et quelle démocratie ? la démocratie représentative, participative, auto-gestionnaire... ?) il convient de se centrer sur des questions pédagogiques.

Cela consiste à chercher donc à donner du pouvoir à l'enfant, au-à la jeune. Cela consiste à identifier le négociable du non négociable, à créer les institutions (réunions d'enfants, conseils...) qui vont permettre de passer de la pensée, de la parole individuelle à la discussion, l'échange collectif. Discuter, débattre et arriver à des décisions (selon des processus à définir) et puis mettre en acte, évaluer, contrôler que les décisions collectives soient bien mises en place.

Voilà en quelques mots, quelques principes autour du fait collectif, de son fonctionnement et de l'apprentissage de celui-ci.

Les enjeux de la concertation jeunesse et des politiques participatives pour les collectivités

Il y a toujours un débat (entre nous ou avec les jeunes eux-mêmes) sur les raisons objectives de la collectivité de se lancer dans une telle démarche. Est-ce une démarche d'affichage ? Est-ce une démarche qui vise consciemment ou non l'instrumentalisation des jeunes ? Est-ce une démarche sincère d'écoute, voir même participative ? La question sera toujours présente et c'est l'épreuve des faits qui pourra donner la réponse. Mais de notre place en tant que Mouvement d'Education, nous devons permettre le questionnement au sein des groupes de jeunes. Permettre la question, c'est favoriser le doute, la vigilance, l'organisation collective sans donner de réponse particulière.



Une fois ce cadre éthique défini, l'enjeu pour notre mouvement est de construire, de proposer et de faire vivre des démarches cohérentes par rapport à nos principes éducatifs. Nos démarches se sont construites au fil des années depuis 2007 ; à partir d'un regard critique sur le déroulement de la majorité des Conseils Municipaux d'Enfants ou de Jeunes :

- Les jeunes ou enfants concerné-e-s ne sont pas représentatif-ive-s de la diversité des jeunesses (issus des classes moyennes supérieures ou de classes aisées, souvent enfants d'élus, de personnes engagé-e-s au niveau politique, syndical ou associatif)

- Les jeunes n'ont pas de vision claire sur le cadre institutionnel : sur quoi on peut échanger ? Sur quoi peut-on décider ? Sur quoi peut-on mettre en œuvre ? Trop souvent il n'y a pas de cadre précis.

- Le temps de l'engagement n'est pas compatible avec la sociologie des jeunes. Comment s'engager sur six ans par exemple quand on a 18 ans ?

C'est donc notre regard politique et éducatif qui permet cette critique et faire quelques propositions concrètes. Ces propositions ne doivent pas être prises comme une construction figée. Nous sommes dans une forme d'expérimentation qui a pour objectif de répondre aux critiques pré-citées.

- Le temps de la concertation s'organise souvent autour de l'année scolaire (même si nous savons que pour certain-e-s jeunes cette temporalité n'est toujours pas adaptée - d'où parfois des temps de concertation - surtout consultatif sur quelques jours très resserrés)

- Nous travaillons avec la collectivité pour clarifier le cadre institutionnel. Quitte à ne pas être d'accord, il convient de le poser dès le départ. Qui décide des sujets ? Avons nous un budget participatif ? Sommes-nous sur une écoute et après la Mairie décide, ou allons nous plus loin dans le processus de co-construction ?

- Organiser des rencontres dans des espaces de proximité, des espaces de vie. Les rencontres ont donc lieu dans des lycées, à l'université, dans un CFA, une Maison de Quartier, une association... On peut présenter un schéma possible que nous avons déjà mis en œuvre (cf schéma)

Évaluer ces projets est une nécessité que l'on met en œuvre.

Ce qui ressort dans un premier temps de nos expériences : le fait politique, le débat politique intéresse ! Il y a (on pouvait s'en douter) un rejet ou au moins un scepticisme vis à vis des élu-e-s politiques pour une majorité des jeunes. Notre objectif n'est pas d'inverser cette tendance (les « politiques » ont peut être leur responsabilité) mais d'en débattre, et parfois avec les élu-e-s elles-mêmes. De la même façon un mouvement d'éducation n'a pas à dire « Il faut aller voter, ou pas » mais à instaurer des débats et des échanges sur « Voter ou ne pas voter ? Pourquoi ? » et permettre aux jeunes de se forger une opinion dans un échange et un débat libre. Nos expériences démontrent que le débat politique intéresse et nos expériences permettent de toucher des publics très divers et souvent éloignés des politiques publiques.

Ce qui est plus complexe (et nous manquons de recul sur ce sujet) c'est la prise en compte concrète de ces espaces. C'est la mesure du fait participatif. Sommes-nous sur une logique de consultation (les élu-e-s souhaitent être à l'écoute des jeunes ou moins jeunes et après retourner dans les sphères institutionnelles de la collectivité) ou aller vers plus de participation (associer les personnes aux processus d'élaboration). Nous avons les deux pratiques, même s'il conviendrait de pousser l'évaluation un peu plus loin. Nous ne repérons que trop peu de démarches qui vont jusqu'à associer les jeunes aux processus de décision. Les expériences de Budget participatif sont par exemple très limitées ou sinon restreintes à des budgets assez faibles.

À nous donc de faire évoluer ces pratiques de concertation en puisant notre réflexion au sein des concepts et pratiques d'éducation nouvelle et des pédagogies institutionnelles. ■

Régis



La langue de bois, paraît que ça se soigne !

Le texte qui suit est issu d'un travail fait avec la SCOP du Pavé. Il nous semblait intéressant de le mettre en avant afin d'enrichir la réflexion portée sur le langage et l'écriture. Il existe un certain nombre de mots, qui, si nous choisissons de les utiliser dans l'écriture de nos projets (éducatifs, pédagogiques, etc) nécessitent d'y être illustrés et définis.

En 1968, un philosophe aujourd'hui oublié, Herbert Marcuse, nous mettait en garde : nous ne pourrions bientôt plus critiquer efficacement le capitalisme, parce que nous n'aurions plus de mots pour le désigner négativement. Aujourd'hui le langage positif a envahi nos existences et les mots du pouvoir (politique, économique, médiatique...) nous empêchent de nous livrer à une analyse critique du capitalisme. Aujourd'hui les plans de licenciement dans les entreprises sont devenus des plans de sauvegarde de l'emploi, votre banquier-ère se présente comme votre partenaire, le capitalisme s'appelle développement et l'exploitation, gestion des ressources humaines...

Les mots : un enjeu pour le pouvoir

Depuis les années 1970, notre langage évolue, toujours au profit du pouvoir en place qui mène un travail considérable sur les mots. Des mots disparaissent (vous remarquerez qu'on ne parle plus d'exploitation, d'aliénation, de domination...), d'autres apparaissent, parce que le langage est un enjeu de lutte et de rapport de force entre classes dominantes et dominées. Un exemple ? Avant, les pauvres, on les appelait les exploité-e-s. Aujourd'hui, ce sont des défavorisé-e-s. Si bien que notre perception n'est pas la même suivant qu'on utilise l'un ou l'autre terme. Pourquoi ? Dans un cas, vous pouvez penser la situation de la personne non pas comme un état, mais comme un processus qui s'appelle l'exploitation, avec nécessairement un-e exploiteur-euse quelque part.

Dans l'autre cas, le-la pauvre, c'est simplement quelqu'un qui n'a pas eu de bol, parce que le processus de « défavorisation », ça n'existe pas, et les « défavorisateur-euse-s » non plus.

Cela fait toute la différence.

Des exemples comme celui-là il en existe des centaines, repérables dans tous les secteurs d'activités, dans tous les champs de la pensée.

L'éducation populaire n'échappe pas à cette propagation idéologique de la langue de bois... Participation, autonomie, lien social, citoyenneté : ces mots abondent nos discours, nos demandes de subvention, nos projets associatifs, nos intentions pédagogiques sans même que nous prenions le temps d'interroger leur sens. Passage en revue de quelques mots qu'on a progressivement vidé de leur sens, mis au service du pouvoir, fait sortir du champ des luttes sociales et qui, se faisant, ne nous permettent plus aujourd'hui de penser notre action de façon résistante.

Participation

La démocratie participative s'oppose en principe à la démocratie représentative, mais la confusion est complète. Dans le nouveau système de « gouvernance » locale ou nationale, dite de démocratie participative, le pouvoir désigne des citoyen-ne-s, convoqué-e-s en tant qu'expert-e-s, chargé-e-s de valider des décisions politiques auxquelles il-elle-s sont faussement associés.

L'impression de démocratie est sauve et le pouvoir peut prétendre qu'il a consulté, associé, fait « participer », mais le pouvoir de modifier la politique définie en amont est à peu près nul !

Tout autre serait la revendication de construire de la délibération publique, contradictoire, conflictuelle, autour de la politique en cours d'élaboration, en y associant les usager-ère-s destinataires, les acteur-ice-s associatif-ive-s, les fonctionnaires chargé-e-s de l'appliquer, les élu-e-s politiques chargés de l'imaginer, et les simples citoyens considérés comme autre chose que des clients. Il s'agit de processus longs et rigoureux, s'apparentant aux méthodes de la recherche-action ou de l'enquête sociale, associant toutes les catégories concernées par une politique publique, et permettant d'en retravailler les contradictions vers plus d'intérêt général, moins d'inégalités, etc.

Engagement

Raffinement de l'anti langage, le concept d'engagement signifie aujourd'hui toute forme de manifestation non-politique, voire anti-politique. L'engagement aujourd'hui (des jeunes notamment) doit être civil, associatif, sportif, culturel, humanitaire...mais pas politique ! Il y a vingt ans, l'engagement signifiait l'acte de se choisir politiquement. Les travailleur-euse-s sociaux-ales, les artistes, les jeunes, qui ne « s'engageaient » pas étaient regardé-e-s avec pitié. Aujourd'hui c'est l'inverse ! Ce nouvel engagement se veut concret, ciblé, et pragmatique. Se méfier des idées, se méfier de la réflexion. Se méfier de la critique qui conduit à la réflexion qui conduit aux idées. S'engager c'est être positif et arrêter de pleurnicher sur ce qui ne va pas ! Emmener des jeunes à coup de subventions pour repeindre une classe d'école au Mali, (à 2000 euros le billet d'avion, ça fait cher du pot de peinture) c'est les amener à « s'engager » et c'est bien ! Les faire réfléchir sur l'état de délabrement de leur propre lycée poubelle, où l'on a parké la totalité des enfants d'étranger-ère-s pendant que les petit-e-s français-e-s ont obtenu une dérogation pour le centre-ville, c'est leur faire faire de la « politique », et c'est mal ! S'occuper des ennuis des autres, c'est apprendre le désintéressement, et c'est bien. Réfléchir à ses ennuis, c'est faire de la politique, et c'est mal.

Se responsabiliser

Dans les années soixante-dix, les associations qui travaillaient avec des jeunes voulaient les émanciper. Aujourd'hui, elles souhaitent les « responsabiliser ». Qu'est-ce à dire ? Quand il y avait du travail pour tout le monde, il s'agissait de s'épanouir et de ne pas s'aliéner au travail. Puis la France a doublé sa richesse en 17 ans, et trois millions de chômeur-euse-s sont apparue-s. Le partage de cette richesse se faisait autrement. Il fallait alors apprendre à certains à abandonner des droits, à faire des efforts, à adopter la rigueur, à brader leurs retraites, à se soigner moins, à accepter de se serrer la ceinture, à accepter de perdre ce qu'il-elle-s avaient conquis pour que d'autres puissent s'enrichir encore plus vite. Se responsabiliser, pour les pauvres, c'est se soumettre à la logique de prédation des riches. Responsabiliser quelqu'un-e c'est l'obliger à accepter une logique qui va contre ses intérêts.

Lien social

Au chapitre des nouveaux mensonges qui permettent de masquer la demande sécuritaire d'ordre et de soumission, l'appel au « lien social » incite à apprendre aux pauvres et aux jeunes à bien se tenir, à « jouer le jeu » et à limiter leur rébellion malgré leur absence de perspectives de travail et d'avenir. Il n'existe pas de société sans lien social, mais des sociétés où l'on réprime le lien politique. Le seul lien qui fasse société est une discussion conflictuelle sur l'intérêt général, pas une pacification généralisée des rapports sociaux de domination. Qui est le plus nuisible pour le lien social sur un quartier ? Le-la jeune désœuvré-e ou la-le patron de Michelin qui licencie 7 000 ouvrier-ère-s et détruit 7 000 familles au plus fort de ses bénéfiques boursiers ? Qui triche ? Qui joue le jeu ? Qui accepte la règle et qui la détourne ?

Si le lien social est un ensemble de règles et de contraintes acceptées au nom de l'intérêt général, le rappel à la règle, pourtant sermonné par nos vertueuses associations socioéducatives (dans quel projet socioculturel ne parle-t-on pas de lien social ?) semble curieusement ne s'adresser qu'aux pauvres !

Citoyenneté

Habilement confondue avec la « civilité », la « citoyenneté » détient le triste record du concept le plus galvaudé, récupéré, mis à toutes les sauces, pour justifier la soumission à la domination. Serait alors citoyen-ne celui-elle qui se tiendrait bien. Celui-elle qui ferait du sport ou de la musique sans se rebeller. Quelqu'un-e qui jouerait le jeu, qui serait beau-belle joueur-euse et bon-ne perdant-e. C'est ainsi par exemple que l'Education Nationale publie des « chartes de la citoyenneté à l'école » qui ne sont que des listes interminables d'interdits et de sanctions, des règlements intérieurs raffinés sans autre contrepartie que l'arbitraire des enseignants et le droit de se taire. Rectifions les choses : « *Est citoyen celui dont la volonté produit du droit* » ! Qu'on lise et relise cette définition à haute voix jusqu'à la comprendre. Une société de droit ne progresse que par extension du droit, par la conquête, toujours, de nouveaux droits (pour les femmes, pour les pauvres, pour les jeunes, pour les étranger-ère-s, pour les faibles...) vers toujours plus d'égalité. Amener un-e jeune à devenir citoyen-ne, c'est-à-dire sujet politique, c'est l'amener à participer au conflit social, à en comprendre le sens, à y prendre position. L'amener à taire sa révolte, c'est le contraire d'un chemin vers la citoyenneté. ■

Un vécu au sein d'une école Freinet

A quoi ressemblait ton école ? Comment était-elle aménagée ?

Il y avait une seule salle de classe, où se mélangaient les élèves allant du CP au CM2. Il y avait des espaces pour chaque niveau, disposés à proximité les uns des autres, et ce de façon à favoriser les échanges et les interactions entre les enfants. Le professeur avait un espace à lui avec sa documentation, mais il circulait en permanence dans la classe. Beaucoup d'ordinateurs étaient à notre disposition et nous les utilisons beaucoup comme outil de rédaction.

Concernant les livres qu'on explorait, la bibliothèque municipale étant collée à l'école, nous y avions accès en permanence. Chacun-e avait un casier, où il-elle laissait ses chaussures pour chausser ses chaussons. Toute cette disposition donnait une sensation de confort, d'être chez soi, de détente. Surtout que la circulation des enfants dans toute la classe était libre et autonome.

Quels sont tes souvenirs concernant la façon dont l'instituteur enseignait à ses élèves ?

Il n'y avait pas d'emploi du temps fixe, les journées variaient beaucoup. Notamment en fonction de la météo, car les sorties se faisaient fréquentes. Chaque semaine, on entretenait le potager du jardin, on communiquait avec nos correspondant-e-s, on préparait nos « conférences » sur un sujet au choix... Mais tout cela sur un temps non défini, c'est à dire que nous commençons et terminions quand on le désirait. Il y avait aussi des fiches de grammaire, de calculs... Ce qui se rapproche aux exercices de « l'école classique » ; seulement, nous y mettions le nez que lorsque nous en ressentions le besoin ou l'envie.

Tous les matins, avant de commencer la journée, chaque enfant écrivait ce qu'il-elle voulait sur un papier et ceux-elles qui le souhaitaient lisaient leur phrase à la classe et nous pouvions discuter sur cette phrase. Les « phrases du matin » se résumaient à des poèmes, des rêves, des choses qui sortaient de la tête de l'enfant. Ce libre choix et cette autonomie donnaient l'envie d'apprendre. L'entraide entre les enfants était favorisée et un esprit de solidarité s'installait grâce à l'aménagement, ainsi qu'à l'instituteur qui s'effaçait pour laisser les enfants s'entraider en cas de problème ou de question. Malgré le fait que l'instituteur s'effaçait, la proximité avec lui était présente, comme par exemple le fait de l'appeler par son prénom et non « maître ». La plupart de nos activités étaient basées sur l'exploration et l'expérimentation.

Certains moments forts m'ont marqués, comme notre participation au festival de la BD, où nous avons créé une BD. Ou bien le Printemps Théâtral, où nous avons réalisé une pièce de théâtre. Nous avons la sensation d'être responsabilisé-e-s, et surtout nous faisons des choses qui nous plaisaient et nous tenaient à cœur.

Comment t'es-tu senti lorsque tu as intégré le système d'éducation classique ?

J'avais la sensation d'être au même niveau d'apprentissage que les élèves ayant suivi une scolarisation avec une éducation classique, mais sans jamais avoir eu l'impression d'apprendre ou de faire un effort de mémorisation. Mais il y avait des choses que je ne parvenais pas à comprendre, comme par exemple le système de notation: Comment peut-on évaluer quelqu'un-e à travers des chiffres? De plus, je me souviens avoir eu la sensation d'être moins considérée en tant qu'individu-e et d'être réduite au statut d'élève.■



Pour partir en mini-camp autrement...

Dans le monde des bases de loisirs, nombreux sont les lieux qui appuient leurs communications sur une offre dite « de consommation ». Que ce soit de la voile, du kayak, de l'escalade, ou du parachute ascensionnel, l'idée est toujours la même : attirer les groupes à travers une surenchère d'activités toutes plus « incroyables » les unes que les autres. Il en résulte un programme de vacances pré-établi, sur lequel le groupe ne pourra que peu ou pas donner son avis et des journées rythmées par les interventions de prestataires. Le rythme des interventions, les contraintes qui en découlent ne permettent pas la mise en place d'un projet où les journées se construisent selon les envies et projets des enfants.

Les Ceméa souhaitent soutenir des alternatives à ce phénomène. En 2006, nous avons choisi de nous associer à la gestion d'une base de loisirs, en partenariat avec Animation et la Métairie d'Ardenne, afin de permettre à des groupes de vivre des vacances à un rythme choisi, de construire les activités en lien avec l'environnement et les envies des enfants. Cette base de loisirs, installée dans un environnement suscitant, regorge de possibilités : sorties en kayak, observations des insectes, création de vivarium, fabrication de cabanes, participation à la traite des chèvres, fabrication de son propre fromage ... Grâce à la présence d'une personne ressource, nous accompagnons les groupes dans la découverte des richesses de l'environnement, du réseau d'agriculteurs locaux, et la mise en place d'activités (kayak, cabanes, atelier bois...). Par sa présence, et ses fonctions, cette personne rend également possible l'échange de savoirs entre équipe d'animation, et la poursuite de la formation de chaque personne présente sur le site.

Neuf ans plus tard, le bilan positif de cette base de loisirs nous encourage à poursuivre avec de nouveaux-elles agriculteur-ice-s gérants « d'accueils paysans » pour les accompagner dans le développement nouveaux lieux d'accueils. Trois autres bases rejoignent le projet initial, et nous inscrivons notre communication dans une logique commune. Les principes de fonctionnement qui guident ce réseau sont les suivants :

- La mise à disposition d'un animateur responsable de la base, en compétence pour accompagner les groupes dans leur découverte de ce nouvel environnement (faune, flore, construction de cabanes...).

- Un large matériel pédagogique (activités manuelles, bois, livres, jeux de sociétés, cannes à pêches, jeux extérieurs) et de cuisine (four, plaques, frigos) mis à disposition des groupes pour faciliter l'organisation de mini-séjours.

- Des contacts avec le réseau des agriculteur-ice-s du territoire pour favoriser une alimentation locale, et la rencontre avec le monde paysan.

- Un accueil limité à 36 enfants pour profiter de l'environnement de manière sereine.

Ces bases de mini-camps sont donc pensées comme des espaces permettant de vivre d'autres projets pédagogiques dont la vie quotidienne, la prise en compte du rythme de chacun, et la découverte du milieu seront les objectifs principaux. Nous faisons le pari que ces expériences participent à l'éducation de futurs adultes soucieux de l'environnement, de l'alimentation, et de leurs capacités à s'organiser collectivement.

Pour tout contact : bases2015@cemea-pdll.org ■

Journal édité par les Ceméa Pays de la Loire
Responsable de publication : Régis Balry
ISSN : 1967-788X - Tirage : 3000 exemplaires

Avec le soutien de



CEMÉA
PAYS DE LA LOIRE

NANTES
Tél. 02.51.86.02.60

ST-NAZAIRE
Tél. 09.84.33.21.05

LE MANS
Tél. 02.43.82.73.08

ANGERS
Tél. 02.41.44.31.14

15 Bis Allée du Cdt Charcot 44000 Nantes - accueil@cemea-pdll.org - www.cemea-pdll.org

